

Les réductions du temps de travail et le 1^{er} mai

Julien Dohet

La naissance du premier mai est intimement liée à la revendication en faveur d'une réduction du temps de travail. La révolution industrielle, commence dès le 18^e siècle mais se développe réellement durant la première moitié du 19^e siècle. Elle bouleverse profondément la société vidant les campagnes au profit des centres industriels où les conditions de travail sont effroyables pour les ouvriers. Tous travaillent, hommes, femmes et enfants souvent plus de douze heures par jour. Dans ce contexte, et en liaison avec la lente éclosion et structuration du mouvement ouvrier, il n'est pas étonnant que l'amélioration des conditions de vie et de labeur passe par une revendication de la diminution du nombre d'heures de travail.

1^{er} mai : Syndicat des mécaniciens de Liège, 1894 (Source IHOES)



De l'industrialisation à la Première Internationale

C'est en Angleterre, berceau de la révolution industrielle, que la lutte commence dès le début du 19^e siècle. Si les revendications de départ portent sur une journée de 10 à 12 heures de travail, on passe rapidement à l'idée de limiter à 8 heures la journée de labeur. La revendication pour une réduction généralisée du temps de travail prend une nouvelle ampleur avec la création de l'Association Internationale du Travail. Celle-ci est fondée à Londres le 28 septembre 1864 au St-Martin Hall, notamment par Karl Marx, 16 ans après la publication de son célèbre *Manifeste du parti communiste*. C'est d'ailleurs à cette occasion que Marx rédige un texte, les statuts provisoires de l'AIT, dont est issue une des phrases les plus

importantes pour les luttes de la classe ouvrière et dont le sens n'a absolument pas vieilli :
« l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Dès le premier congrès tenu à Genève en 1866, la revendication de la réduction du temps de travail est posée. Mais c'est réellement lors du congrès de Bruxelles du 6 au 13 septembre 1868 que la 1^{ère} Internationale demande à ses sections de donner à la résolution de Genève un aspect pratique, considérant « la diminution légale des heures de travail comme condition préliminaire indispensable pour toutes les améliorations sociales ultérieures, et notamment le développement de l'instruction dans la classe ouvrière ». En effet, en plus de répondre à un besoin important de la classe ouvrière, la revendication permettait de faire passer un message simple, celui des 3x8, soit 8 heures de travail, 8 heures de loisirs (pendant lesquels les organisations structurées du mouvement ouvrier comptaient instruire les travailleurs) et enfin 8 heures de sommeil. La propagande et l'agitation vont alors se développer crescendo. Malheureusement, la Commune de Paris, écrasée dans un bain de sang par la République d'Adolf Thiers pendant la semaine sanglante de mars 1871, n'aura pas l'occasion d'appliquer ce principe. Son échec et le reflux de l'Internationale qui se divise retardent la concrétisation de l'idée.

Un événement fondateur : les manifestations de Chicago en 1886

Pour obtenir le lien entre la revendication pour les 8 heures de travail et la date du 1^{er} mai, il faut

se déplacer aux U.S.A. Importée par l'immigration anglaise, l'agitation sociale débute en 1827 par une grève de charpentiers à Philadelphie. Très vite, le mouvement s'étend, donnant naissance au syndicalisme américain. Aux environs de 1850, les 10 heures sont déjà d'applications dans plusieurs états. Aux alentours de 1870, des immigrés allemands introduisent la Première Internationale aux U.S.A. En octobre 1884, lors de son quatrième congrès qui se tient à Chicago, l'American Federation of Labor (A.F.L., fédération américaine du travail) décide de donner le 1er mai 1886 comme date butoir pour l'application des huit heures aux U.S.A. et au Canada. Pourquoi cette date ? Il était de tradition en Amérique du Nord que le 1er mai soit une date d'échéance pour les baux, locations... De plus, il s'agit pour les syndicalistes de laisser au capitalisme le temps de s'adapter (plus de deux ans) afin de généraliser une mesure qui est déjà d'application, notamment depuis 1869 pour plusieurs métiers à Chicago.

A la suite de cette décision, les organisations syndicales font monter la pression et les grèves se multiplient. Les résultats sont là, et de nombreuses entreprises accordent les huit heures. Vint alors la date fatidique. 5.000 grèves regroupant plus de 340.000 grévistes éclatent dans tout le pays. A Chicago, dont les conditions de travail défavorables de la classe ouvrière font le centre de l'agitation ouvrière aux U.S.A., les manifestations du 1er mai se prolongent les jours suivants. En réaction, un certain nombre de patrons n'hésitent pas à renvoyer les manifestants grévistes. Ainsi l'usine de machines agricoles McCormick licencie 1.200 travailleurs d'un coup pour les remplacer par des «jaunes ». Cette décision provoque la colère des ouvriers qui multiplient les altercations avec les supplanteurs, tandis que des agitateurs patronaux attisent le conflit. Le 3 mai, la police tire sur les manifestants faisant 6 morts et 50 blessés. Le lendemain, les anarchistes organisent un meeting de protestation et appellent dans leur organe, les ouvriers à prendre les armes pour se défendre. Au dernier

moment, la manifestation prend un caractère pacifique et ce sont environ 15.000 personnes qui se rassemblent. Alors que le meeting prend fin et que les travailleurs commencent à se disperser, la police charge les manifestants. Face à cette agression, une bombe est lancée qui tue sept policiers et en blesse une soixantaine. La riposte est immédiate et c'est le bain de sang. La ville est mise en état de siège et l'on profite de l'occasion pour décapiter le mouvement ouvrier en condamnant ces leaders. A la suite d'un procès totalement truqué, cinq des huit accusés sont exécutés par pendaison le 11 novembre 1887. Ces cinq travailleurs assassinés par la justice de classe avaient pour nom : Spies, Engel, Parsons, Fischer, et Lingg.

La décision du congrès de Paris en 1889 et les débuts du 1er mai

Dès 1887, aux USA et en Europe, les événements de Chicago sont commémorés. Au congrès international syndical de Londres en novembre 1888, Edouard Anseele propose pour la première fois que le 1er mai soit l'occasion pour le mouvement ouvrier international de démontrer sa force en organisant des manifestations partout dans le monde.

1888, Edouard Anseele propose que le 1er mai soit l'occasion pour le mouvement ouvrier international de montrer sa force

On suppose que la date est calquée sur les Américains qui appliquent déjà cette mesure. Mais c'est réellement au cours du congrès international de Paris en juillet 1889 (tenu parallèlement à l'exposition universelle) que la décision est prise de faire du 1er mai 1890 la date de la première manifestation mondiale en faveur, surtout, des huit heures. Le 1er mai naît ainsi au milieu d'autres résolutions, dans une ambiance de division (deux congrès socialistes se sont tenus en même temps à Paris cette année là), et sans que personne

ne soit conscient de l'avenir réservé à cette décision qui symboliquement aura une importance similaire pour le mouvement ouvrier à l'Internationale, au poing levé et au Drapeau rouge. Le muguet qui lui est aujourd'hui associé arrive dès la fin du 19e siècle de l'Ile de France et supplante au lendemain de la première guerre l'églantine et le coquelicot. Toutes ces fleurs sont liées au printemps, à la résurrection de la nature, événement qui aidera, du moins dans les pays de l'hémisphère nord, au succès de la journée.

De la répression à l'institutionnalisation

La manifestation de 1890 est un tel succès que l'événement unique se transforme en une manifestation récurrente internationale. Ce caractère international est fondamental comme Jaurès le disait si bien définissant le 1er mai comme « l'affirmation de l'universelle entente des travailleurs ». C'est finalement en août 1892, lors du congrès international de Bruxelles que la pérennité du 1er mai est décidée. Il s'agit de faire une « célébration internationale du 1er mai, consacrée à la fois au principe des huit heures, à la réglementation du travail et à l'affirmation universelle du prolétariat pour le maintien de la paix des nations. »

Si l'idée est bien de porter ces revendications sur la place publique, par une manifestation qui s'accompagne éventuellement d'une fête, le 1er a aussi une vertu politique car il permet aux travailleurs de prendre conscience de leur geste puisqu'ils doivent porter un acte volontaire en se mettant en grève malgré les nombreuses pressions qui s'exercent. Les difficultés réelles font d'ailleurs que dès, les origines, certaines manifestations se contentent de réunions en soirée qui n'en sont pas moins l'occasion d'affirmer les revendications. Les problèmes pratiques se posent immédiatement, comme d'obtenir

...

un orateur connu, de choisir les slogans percutants, de concevoir et de vendre des badges...

Le caractère symbolique important du 1er mai est parfaitement compris par la bourgeoisie. C'est ainsi que, comme par hasard, les journaux à sensation de l'époque monteront en épingle les faits divers impliquant des travailleurs, et encore plus des « anarchistes ». Dès la première édition les militants sont réprimés, certains qui ont manifesté publiquement sont licenciés. L'Etat de siège et l'envoi de troupes de manière préventive est une pratique courante qui vise à rassurer la bourgeoisie, protéger ses intérêts et dissuader les travailleurs de participer aux manifestations. La deuxième édition du 1er mai en 1891 sera marquée par le massacre de Fourmies, commune ouvrière du Nord de la France dédiée à l'industrie textile. La journée était prévue calme avec la tenue d'une assemblée générale le matin et d'activités festives l'après-midi. La troupe a été appelée par les patrons pour maintenir le calme car la région est alors touchée par une crise économique qui a radicalisé des travailleurs. Une première échauffourée a pour conséquence l'arrestation de deux travailleurs dont la foule réclame avec insistance la libération. La tension monte et des pavés fusent. Les gendarmes réagissent en ouvrant le feu, faisant 10 morts et 80 blessés. Les jours qui suivent voient la condamnation de plusieurs responsables ouvriers tandis que partout on s'indigne de la répression qui s'est faite sans sanction. Fourmies entre ainsi dans l'histoire comme un des – trop nombreux – symboles de la répression des revendications ouvrières en faveur de l'émancipation du genre humain.

En Belgique, le POB laisse toute latitude aux différents groupes pour organiser la journée du 1er mai. La revendication économique des 8 heures est liée en Belgique à la priorité politique de l'obtention du Suffrage Universel. Les mineurs sont les moteurs des différentes mobilisations même si tous

les métiers participent. Si les forces de l'ordre sont mobilisées, les manifestations se déroulent dans le calme. Quatre ans après la grande révolte de 1886, le POB montre à l'occasion de ces premiers 1er mai sa capacité à encadrer les travailleurs et à éviter les débordements, ce qui le crédibilise et le sert dans sa négociation avec les libéraux progressistes lorsqu'il s'agira d'obtenir le Suffrage plural à la suite de la grève générale de 1893.

Si en URSS, le 1er mai devient une fête légale dès 1920, il faut attendre le lendemain de la seconde guerre mondiale, pour que d'autres pays le légalisent. En France une loi en avril 1947 en fait un jour chômé mais ne l'assimile pas à une fête légale. Il faut cependant ici noter que le Front Populaire avait fermé les services publics en 1938 et que Pétain, à l'exemple de la récupération faite par les Nazis, crée en 1941 le jour férié de « la fête du travail et de la concorde sociale ». En Belgique, c'est une loi du 21 mai 1947 qui confère au premier mai le titre de jour férié.

En Belgique, c'est une loi du 21 mai 1947 qui confère au premier mai le titre de jour férié

Si le premier mai reste une journée de revendication, il n'a plus la connotation révolutionnaire de ses origines. A l'inverse, le côté festif va se développer. Cet aspect festif, est présent – et dénoncé par une minorité – dès les premières éditions. Ainsi Neuville explique qu'Anseele insiste en 1895 sur le fait « que seule l'idée de fête préside à notre démonstration du 1er mai » mais qu'à l'inverse dès 1899 le congrès du POB s'inquiète du caractère pacifique et festif que prend le 1er mai et demande que l'on recadre sur la revendication des 3X8. Cela n'empêche pas le premier mai d'être une journée où les revendications de la classe ouvrière sont exprimées selon plusieurs modes. Les différents partis y tiennent des meetings politiques dont l'importance varie souvent en liaison avec les échéances électorales.

Au Parti socialiste et au Parti communiste se sont ajoutés le Parti du Travail de Belgique, et même depuis les années 80 les libéraux dans une tentative de récupération digne du « libéralisme social ».

L'Euromayday, un renouveau ?

A côté de ses manifestations, le 1er mai connaîtra toujours des initiatives de groupes moins importants numériquement mais qui tiennent à maintenir la tradition alternative. Une des dernières initiatives qui nous apparaît comme la plus intéressante est celle de l'Euromayday qui s'inscrit parfaitement dans le caractère contestataire des origines ainsi que dans sa dynamique internationaliste. C'est à Milan en 2002 que 5000 personnes se rassemblent pour la première fois dans une dynamique politique alternative pour dénoncer la montée de la précarité. L'année suivante, les premiers groupes sont rejoints par des organisations syndicales dissidentes des structures historiques ce qui permet à la manifestation de décoller.

En 2004, l'initiative s'internationalise avec des manifestations à Barcelone, Helsinki et Dublin et met en liens le précarité avec la question des travailleurs migrants. Une réunion à Berlin du 14 au 16 janvier 2005 regroupe une centaine de participants constituant l'Euromayday Network qui vise à redonner le caractère de manifestations anti-système des origines et donc de se démarquer des kermesses dénoncées comme des fêtes qui dénaturent l'essence du 1er mai, même si nous avons vu combien le caractère festif est présent – et venté – dès les premières années. La même année, l'Euromayday qui continue son mouvement d'internationalisation notamment aux USA, est présent en Belgique où son édition 2007 a regroupé 600 personnes à Liège avec deux revendications : la régularisation des sans-papiers et la fermeture des centres fermés d'une part et l'instauration d'un revenu garanti inconditionnel pour tous et la création de nouveaux droits sociaux

...

européens d'autre part. Cette initiative, dont on ne peut prédire le succès ou la pérennité montre bien que la force symbolique du 1er mai est, comme le disait Maurice Dommanget dans la conclusion de son ouvrage essentiel sur la question, « fortement enraciné dans la conscience ouvrière qu'il est comme préservé d'un total discrédit. A titre de contre-épreuve, toute journée ouvrière en quelque sorte concurrente est vouée à l'échec ».

La revendication de la réduction du temps de travail

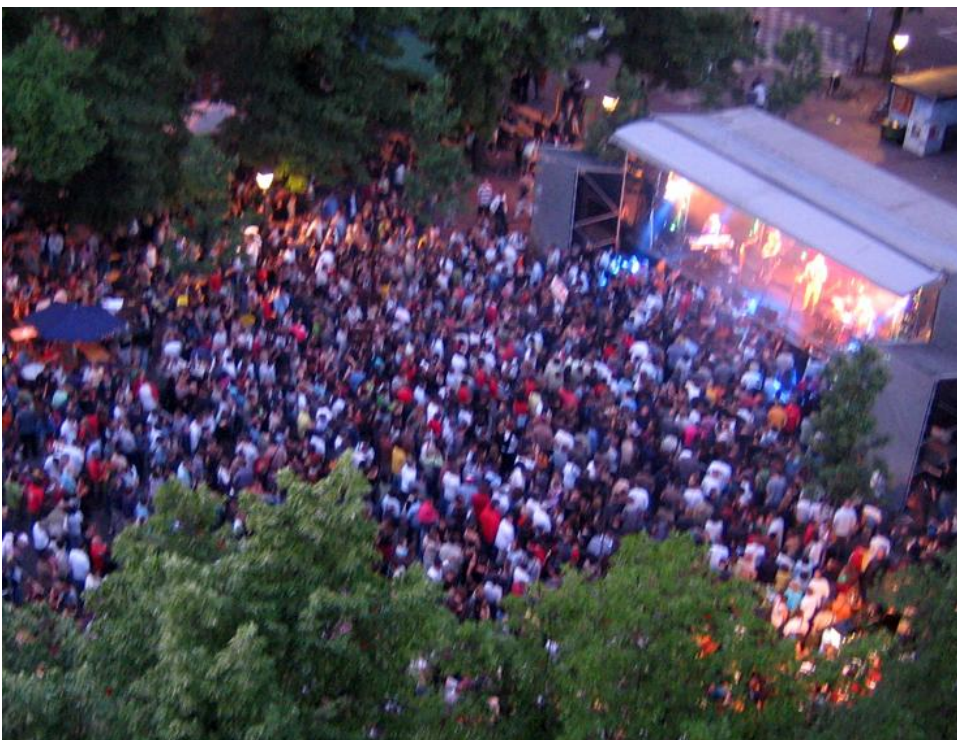
On peut, 117 ans après sa première édition, s'interroger sur la puissante actualité des revendications qui sont à l'origine du 1er mai, soit l'Internationalisme et la revendication de la réduction du temps de travail. Comme le dit justement Marcel David dans sa préface au deux livres de Jean Neuville sur l'histoire de la réduction du temps de travail, «Toujours est-il que la réduction de la durée du travail est à coup sûr un des thèmes les plus mobilisateurs du mouvement ouvrier dès les premières décennies de son existence. Elle s'explique par les nouvelles formes d'exploitation et d'aliénation qu'ont revêtus les conditions de travail au fur et à mesure de l'instauration du type de société constitutif aux deux temps de la révolution industrielle. Cette revendication s'est manifestée avec le plus d'intensité dans les pays les premiers et les plus fortement atteints par les transformations technologiques. ». Le résultat de cette revendication est très concret pour les travailleurs qui, en 1843, prestaient souvent 12h de travail effectif, soit un temps de présence dans l'entreprise encore plus important.

La réduction de la durée du travail est à coup sûr un des thèmes les plus mobilisateurs du mouvement ouvrier

Un des intérêts de l'étude de Neuville est de montrer combien le discours patronal pour s'opposer à la réduction

du temps de travail n'a pas évolué depuis le début du 19e siècle. Que ce soit pour le passage aux 10 heures aux alentours de 1890, pour celui aux 9 heures dans les mines en 1909 et bien sûr pour les 8 heures en 1921, les arguments ont toujours été la nécessaire survie de l'économie belge qui, étant tournée vers l'exportation, se doit de rester compétitive face à ses voisins, notamment la France et l'Allemagne, et ne peut donc voir ses coûts de production augmenter. Ainsi en 1907, le directeur de Cockerill : « Il est non moins certain que le raccourcissement de la journée de travail ne peut se combiner avec le maintien et, moins encore, avec l'accroissement de productivité du travail (...). Il est évident, d'autre part, que toute réduction de production provoque fatalement une augmentation du prix de revient. Or, dans un pays qui, comme la Belgique, exporte 60 à 70% de sa production (...) la question du plus bas prix de revient est, pour nos

Un autre argument est la nécessaire liberté qui doit être laissée aux travailleurs courageux de s'assurer une vie meilleure en travaillant plus comme le dit le représentant des charbonnages de Mons : « On ne peut nier que les travailleurs adultes soient désireux de maintenir leur droit au travail et d'assigner à celui-ci la durée qu'il leur plaît. S'il peut convenir à la faible partie des travailleurs imprévoyants ou paresseux, de solliciter l'intervention de la loi pour limiter la durée du travail, on peut affirmer que les travailleurs honnêtes, courageux, ayant charge de famille, et c'est le plus grand nombre, désirent et veulent conserver la liberté de travailler comme il leur plaît. » Neuville démontre aussi combien chaque avancée législative a été ensuite sabotée par de multiples dérogations et que le patronat a toujours compensé la nouvelle réglementation par une intensification du travail.



1^{er} mai 2007 place St Paul à Liège

industries, une question de vie ou de mort. Comment nos charbonnages lutteront-ils contre la concurrence étrangère, non seulement sur les marchés extérieurs, mais sur le marché intérieur lui-même (...) ? ».

Aujourd'hui, et le débat sur les 35 heures en France l'a démontré à suffisance, les arguments du patronat n'ont guère évolués alors qu'aucune des conquêtes sociales n'a entraîné les catastrophes annoncées. La

revendication de la réduction du temps de travail – sans baisse de salaire - reste quant à elle une des pistes les plus intéressantes pour créer de l'emploi et améliorer les

conditions de vie des travailleurs. Elle est de plus techniquement faisable comme l'a démontré une brochure de la FGTB Liège-Huy-Waremme

publiée en septembre 2005 et intitulée *Temps de travail : oser le contre-pied.*



Orientations bibliographiques :

- Dommanget, Maurice, Histoire du 1er mai. Marseille, Le mot et le reste, 2006.
- Eisenzweig, Uri Fictions de l'anarchisme, (s.l), Christian Bourgeois, 2001.
- Musick, Arlette et Messiaen, Jean-Jacques, Les premiers 1er mai en Wallonie et à Bruxelles in Socialisme n°206, mars-avril 1988, pp.95-98.
- Neuville, Jean L'évolution des relations industrielles. Tome 2. La lutte ouvrière pour la maîtrise du temps. 1er volume : les 12 heures et le glissement vers les 10 heures. Coll. Histoire du mouvement ouvrier en Belgique n°6, Bruxelles, EVO, 1981.
- Neuville, Jean L'évolution des relations industrielles. Tome 2. La lutte ouvrière pour la maîtrise du temps. 2e volume : La conquête des huit heures et la revendication des quarante heures. Coll. Histoire du mouvement ouvrier en Belgique n°7, Bruxelles, EVO, 1981.
- Questions d'histoire sociale, Bruxelles, Carhop-FEC, 2005.
- Tartakowsky, Danielle, La part du rêve. Histoire du 1er mai en France, Paris, Hachette, 2005.
- Dossier d'accompagnement de l'exposition Vive le 1er mai. La fête internationale des travailleurs, Jemeppes, IHOES, 2003.